

SAMEDI 27 MARS 2021

Dans 21 pays d'Europe, journée d'action pour le droit au logement, l'arrêt des expulsions et contre le logement cher !

Pour l'Île-de-France : RDV à Paris 15h Place du Châtelet

- ★ Un logement abordable, stable, décent, durable et écologique pour tou.te.s, sans discriminations!
- ★ Arrêt des expulsions, des coupures d'énergie, des remises à la rue et trêve hivernale pour tou.te.s!
- ★ Arrêt de la répression contre les sans-abris, les personnes vivant dans des habitats alternatifs, les occupant.e.s sans titre, les plus précaires et dans les quartiers populaires!
- ★ Application réelle de la loi de réquisition, du Droit Au Logement Opposable, du droit à un hébergement décent jusqu'au relogement et de toutes les lois votées pour nous protéger !
- ★ Baisse des loyers tout de suite, taxation des plus-values de la spéculation, limitation des plates-formes Airbnb & Co, sanctions contre les bailleurs fraudeurs !
- ★ Réalisation annuelle de 200 000 HLM, de logements étudiants, 30% de HLM dans chaque commune en zone tendue, augmentation des aides à la pierre, arrêt des ventes et des démolitions de HLM !
- ★ Revalorisation et retrait de la réforme des APL (RLS, contemporanéité, gels...)

Amsterdam, Athènes, Bruxelles, Belgrade, Barcelone...En Europe les habitants se mobilisent !

A BERLIN LES LOCATAIRES MANIFESTENT, OBTIENNENT UN BLOCAGE GENERAL DES LOYERS, ENTRE 6 ET 12€ LE M²

POURQUOI PAS NOUS ?

1^{ers} signataires : AITEC, APEIS, ATTAC, Bagagérue, CNAFAL, CNL, COPAF, DAL, FSU, HALEM, Indecosa-CGT, MNCP, Paris Vs BnB, Pas Sans Nous, UNEF, Union Syndicale Solidaires ...

Mobilisons-nous le 27 mars et organisons-nous partout dans le pays, dans nos quartiers, contre les expulsions, le logement cher et pour le droit à un logement pour tou.te.s !

Jamais les loyers et le logement n'ont été aussi chers en France et dans toute l'Europe. La spéculation bat son plein et malgré la crise, les milieux immobiliers s'enrichissent avec l'appui des gouvernements. En 2020 en France, le prix des logements a encore augmenté plus vite que l'inflation. Les profits issus du logement cher ont à peine diminué, malgré la crise sanitaire et sociale. La crise du logement s'aggrave : toujours plus de sans-abri, de mal-logé.e.s, de jeunes et d'étudiant.e.s en galère, d'expulsions....**Mais ce n'est pas inéluctable !**

Berlin : les locataires se mobilisent et gagnent ! La preuve, plusieurs dizaines de milliers de locataires à Berlin ont manifesté et ont obtenu que les loyers privés ne dépassent pas 6 à 12€ le m² et que des amendes jusqu'à 500 000€ soient délivrées sans délai par la commune contre les bailleurs fraudeurs...

En France, bien qu'insuffisantes, les lois qui nous protègent sont bafouées impunément par une part des bailleurs privés et des agences : encadrement des loyers, gel du loyer à la relocation, normes de décence, surface réelle, limitation d'Airbnb & Co... Insatiables, ils veulent accélérer les expulsions, supprimer la trêve hivernale ou criminaliser des sans-logis qui occupent des locaux vides pour se protéger...

Menaces sur le logement social et les APL : Après la baisse de 5€ des APL fin 2017 et leur gel, le Gouvernement ampute encore les APL fragilisant les locataires modestes et les bailleurs HLM (RLS) afin de les jeter dans les bras des groupes financiers internationaux.

Il se sert dans les budgets de construction des HLM (aides à la pierre, Action Logement) et construit donc de moins en moins de logements sociaux !

Expulsions record, gentrification des centres villes et des quartiers populaires : à mesure que les politiques publiques et d'urbanisme font grimper les prix des loyers et de l'immobilier, les habitant.e.s modestes sont expulsé.e.s des métropoles. Les expulsions forcées sont en hausse constante et pourraient doubler en 2021 par rapport à 2018 (déjà année record), si le gouvernement reste inactif. Les classes populaires, les femmes, les minorités, les réfugié.e.s, les sans-papiers...sont les plus exposé.e.s à ces politiques brutales et doivent, pour sortir de la rue, accepter des sous-logements à statut précaire.

3 millions de logements sont vacants en France, de nombreux autres sont détournés par Airbnb & Co, les réquisitions militantes sont réprimées, la loi de réquisition est inappliquée et les lois pour les sans-abri, les mal-logé.e.s, les victimes de marchands de sommeil ne sont pas respectées.

Non aux politiques du logement polluantes : logements neufs à obsolescence programmée remplis de mal façons, démolitions massives de HLM avec déchets non recyclables, passoires thermiques où se logent les plus fragiles, grands projets inutiles et polluants, mesures qui favorisent toujours les plus riches...